la cgt Semaphore
bulletin de la CGT de Schlumberger NIS
N° 36
17 juillet 03

Festivals d'été !

La mise en bourse de Volume Product a déjà des conséquences : un plan social au sein du GIE.

A NIS, les prestations support bureautique font l'objet d'appel d'offre ;

Le volume d'activité de Technical Consulting reste limité ;

La perte du contrat Messier pose un réel problème d'activité.

Malgré quelques bonnes nouvelles en terme de signature de contrats, le volume ne suffit pas à redresser la situation et mettre à l'abri les salariés de mauvaises surprises. Notre vigilance doit être de mise et nous ne pouvons nous permettre une absence de représentation du personnel durant cette période difficile qui s'ouvre devant nous.

Le 3 avril 2003, toutes les organisations syndicales ont signé un accord portant sur la création de l'UES et par conséquent le report des mandats des élus de SGS de Juin à fin octobre afin de préparer les élections.

Dans un souci de transparence, nous avons souhaité que les élus d'OMNES puissent assister aux négociations syndicales sur le protocole électoral. De plus, après avoir consulté l'inspection du travail et un avocat, nous avons remis à tous leur conclusion.

Coup de théâtre : alors que la veille nous nous étions mis d'accord avec la CFTC et la CGC sur la marche à suivre, le mercredi 9 juillet ces deux organisations ainsi que la CFDT remettent en cause les élections au sein de l'UES voire même l'existence de celle-ci.

Le but premier de l'UES étant de rendre effectif le droit collectif des salariés, ainsi que le bénéfice d'une représentation salariale, nous ne comprenons pas ce retournement de situation.

Il appartient maintenant, devant ce blocage, à la direction de tout mettre en œuvre pour que les élections aient lieu avant le 31 octobre 2003, sachant que nous n'accepterons pas un nouveau report de mandat.

Pourquoi avons-nous demandé la reconnaissance d'une UES.

L'unité économique et sociale (UES) permet de reconnaître une collectivité de travail, au-delà des structures juridiques.

La notion d'unité économique et sociale a été créée par les juges, pour permettre à des salariés dépendant d'une direction commune, mais n'appartenant pas à la même entité juridique, de bénéficier d'une représentation salariale (Délégués Syndicaux, DP ou CE).

NIS a été constitué en mai 2002 par l'adjonction des entités OMNES et SGS. En France, un patron commun aux deux entités a été nommé. Sa première action a été le regroupement des forces commerciales et d'avant vente. Depuis cette date les équipes réseaux et serveurs ont été regroupées et les équipes de support bureautique ont été mixées.

En tant qu'élus du CE nous avons deux missions, la gestion des Activités Sociales et Culturelles et le suivi de l'activité économique de l'entreprise.

Et au vu de l'organisation économique mise en place il devient de plus en plus difficile d'assumer cette mission de suivi.

Comme pour la présentation des budgets 2003 pour la formation et l'entreprise, les présentations économiques aux CE se feront non plus en fonction de la réalité juridique mais en fonction de l'entité économique NIS. En conséquence, il apparaît évident qu'un CE unique doit voir le jour.

Bien sûr les montants des subventions des œuvres sociales à SGS et OMNES ne sont pas les mêmes.

Aussi, nous avons proposé, afin de ne pas léser les salariés d'OMNES, de créer 2 commissions pour les œuvres sociales, une pour SGS, une pour OMNES qui conservera sa dotation de 1,90% et la liberté de choix de ses activités.

Galéjade.

Le représentant de la CFTC a toujours le sens de l'humour aussi bien placé. Notre position sur l'UES nous a valu en réunion, cette réflexion acerbe, du plus bel effet théâtral du représentant de la CFTC :

«Une nouvelle fois, je dois constater la *collusion* entre la direction et la CGT ! ». Le délégué CFTC nous a fait savoir qu'il était débordé et qu'il n'aura pas le temps de l'écrire pour en informer les salariés.

C'est pourquoi la CGT dans sa grande mansuétude a décidé de consacrer un peu d'espace dans nos colonnes. Une fois n'est pas coutume, nous en appelons à Dieu pour qu'il reconnaisse les siens.

Cap Gemini: coupes dans les effectifs en France?

Le groupe de services et de conseil, Cap Gemini Ernst & Young, prévoit selon le quotidien les Echos, de supprimer 287 postes, soit 3% des effectifs en France. Le groupe a donc finalement décidé de lancer un plan social pour la première fois depuis 1993. D'après ce plan, 185 postes concernent les cadres de haut niveau dans l'activité de conseil, le reste touche les fonctions de support et d'infogérance, au volontariat. Tous les postes supprimés sont basés en Ile-de-France.

José Bové : La grâce calculé de Chirac!

José Bové syndicaliste paysan en lutte contre les OGM en prison. Il devra sortir au mieux le 22 Décembre et cela malgré la grande mansuétude de la justice qui lui a octroyé 2 mois de grâce en tout et pour tout.

La Confédération paysanne condamne : « une politique de répression systématique des acteurs sociaux refusant la marchandisation des hommes et de leur environnement ».

Jacques Chirac ne doit pas faire l'aumône à José Bové d'une remise de peine de quelques mois, mais le gracier totalement.

Rumeurs : Plusieurs candidats pour une reprise de SchlumbergerSema?

Plusieurs rumeurs courent actuellement sur l'intérêt de sociétés du landernau des SSII pour SchlumbergerSema, selon le journal "Les Echos" du mardi 15 juillet.

Toujours d'après la presse trois groupes seraient intéressés : Atos Origin, mais aussi HP, et Computer Science Corporation CSC.

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA ont demandé à rencontrer M. Percevault, Président de Schlumberger France. Nous attendons sa réponse.

Délégués syndicaux :

Francis GUISSARD : 01 46 14 53 25
Jack TOUPET : 01 46 14 56 94

Sur le web

http://cgtslb.free.fr

Nous contacter ou pour recevoir ce bulletin via mail

cgtsgs@free.fr